



# TRANSPARENCY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

## **The press review**

1-8 May 2013

**Prepared by Transparency International Luxembourg**

### **Disclaimer**

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au [secretariat@transparence.lu](mailto:secretariat@transparence.lu).

### **Information importante « hotline anti corruption »**

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email [info@transparence.lu](mailto:info@transparence.lu) ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

## Firmes : Frieden veut ouvrir le dialogue

2013-05-01 09:30:00



**Le ministre des Finances, Luc Frieden avait indiqué lundi au Financial Times que le Luxembourg était à l'aise avec l'idée de «partager les informations relatives aux multinationales, en plus de celles concernant les individus».**

Le journal économique britannique précisait lui-même dans l'article que le ministre lui ne donnait pas de détail précis sur la façon de procéder.

Paperjam.lu a obtenu des précisions de la part du cabinet du ministre et souligne que «le ministre milite ainsi pour un système permettant une taxation effective, c'est-à-dire des conventions en matière fiscale qui empêchent une double taxation sans permettre d'échapper à toute taxation».

Le message ainsi délivré est ainsi le même que celui récemment divulgué dans un communiqué, à l'issue de la rencontre entre Luc Frieden et Angel Gurría, le secrétaire général de l'OCDE.

Le ministre qui milite pour que les mêmes règles s'appliquent à tous, expliquaient alors vouloir trouver un moyen de permettre aux multinationales de jouir toujours d'un environnement international compétitif mais en s'assurant qu'elles soient bien en règle avec les autorités fiscales dont elles dépendent.

## Banques: leur compte est bon

2013-05-02 15:27:00

«Les parkings des banques sont pleins»

*Fabrice Barbian - fbarbian@le-jeudi.lu*

Plus de la moitié des banques privées sises au Luxembourg vont disparaître dans les années à venir.

C'est en tout cas ce que prétend le fiscaliste Alain Steichen.

«Avec l'échange automatique d'informations, nous avons eu droit à des applaudissements de l'étranger. Les Luxembourgeois sont rentrés au bercail, ce sont des moutons comme les autres.

Sur le plan politique, j'espère que le Premier ministre a négocié cela en contrepartie du fait que les actifs des fonds d'investissement restent dans les banques dépositaires du Luxembourg», a déclaré Alain Steichen, avocat fiscaliste et managing partner du cabinet Bonn Steichen & Partners, lors d'une conférence consacrée à l'impact du passage à l'échange automatique de données bancaires, qui entrera en vigueur en 2015.

Si une directive venait remettre en cause cette obligation, ce serait une catastrophe, prédit le spécialiste.

Surtout que la nouvelle donne en matière d'échange automatique risque déjà de peser lourd.

Pour Alain Steichen, plus de la moitié des banques luxembourgeoises actives dans la banque privée, soit entre 60 et 70 établissements, sont susceptibles de disparaître. Un nombre que, du côté de l'ABBL (Association des banques et banquiers, Luxembourg), on préfère ne pas confirmer.

«Mais il y aura assurément des fermetures. Il y a 3 à 4 fois plus de demandes d'informations et de fermetures qu'à l'accoutumée. Actuellement, les parkings des banques sont pleins», précise en outre Jean-Jacques Rommes, le directeur général de l'ABBL. Une bonne nouvelle pour les restaurateurs, certainement.

Mais pas une surprise, dans la mesure où les 300 milliards d'euros d'avoirs sous gestion des banques privées appartiennent majoritairement à des ressortissants de l'Union européenne, et que la majorité des montants de ces avoirs sont inférieurs à 200.000 euros.

«C'est donc généralement de l'argent non déclaré», en conclut le fiscaliste pour qui ces clients n'ont guère d'autres solutions que de fermer leur compte au Luxembourg pour rapatrier leur argent dans leur pays d'origine.

**Ici, désormais,**

## **c'est comme ailleurs**

«Certes, les banques pourraient proposer à ces clients d'opérer un changement de profil d'investissement pour échapper à l'échange automatique d'informations qui ne porte que sur les revenus de l'épargne. Mais les clients le souhaitent-ils? Et quel intérêt pour une banque que de les orienter sur des produits d'assurance? La voie la plus probable pour les dépositaires étrangers est la régularisation, même si cette dernière risque de leur coûter cher, dans la mesure où le capital sera connu et que les conséquences fiscales, par ricochet, risquent d'être importantes».

Face à ce changement de paradigme qui fait que «rien ne sera plus jamais comme avant», le monde de la banque privée affiche sa sérénité.

Les banquiers rappellent volontiers qu'au-delà du secret bancaire, ils ont de sérieux atouts à faire valoir en termes d'expertise, notamment, pour continuer à se distinguer.

«Des compétences techniques et linguistiques qui ne sont pas négligeables», confirme Alain Steichen «mais pour de petites sommes de 100.000 à 500.000 euros, pourquoi un client viendrait-il au Luxembourg quand il peut être aussi bien servi dans son pays, désormais? C'est certes différent pour les grosses fortunes qui dépassent les 10 millions d'euros, mais il va falloir aller les chercher, essayer en tout cas, mais ce ne sera pas facile».

«Depuis 2009, nous attirons ces grosses fortunes. Ces gros clients réfléchissent mais le Luxembourg leur offre une sécurité qu'ils ne trouvent nulle part ailleurs», affirme Jean-Jacques Rommes.

Certes, mais les millionnaires d'ici et d'ailleurs l'auront également noté: au Luxembourg, tout ne se décide pas forcément sur le territoire...

## Schwarzgeld-Konten nicht mehr geheim

**Steuerparadiese wie die Kaimaninsel oder die Bermudas wollen künftig zur Vermeidung von Steuerflucht enger mit Großbritannien und anderen EU-Ländern zusammenarbeiten.**

Die Änderungen in Sachen Informationen-Austausch zu Schwarzgeld kündigte der britische Finanzminister George Osborne am Donnerstag an. Britische Überseegebiete, zu denen unter anderem die Kaimaninseln sowie die Bermudas zählen, müssen künftig automatisch Details zu den Inhabern von Bankkonten sowie zum Umgang damit bereitstellen, erklärte das britische Finanzministerium.

Die Informationen sollen auch Frankreich, Italien und Spanien zugänglich gemacht werden. Die Länder hatten sich vergangenen Juni darauf verständigt, im Kampf gegen Steuerhinterziehung enger zusammenzuarbeiten.

Der Kampf gegen Steuerflucht ist ein wichtiges Thema innerhalb der EU. Zuletzt hatte sich [Luxemburg](#) bereiterklärt, künftig Informationen über Bankkonten von Ausländern an die EU zu liefern. Dem verschließt sich innerhalb der EU bislang nur noch Österreich. Großbritannien war zuletzt insbesondere von Österreich wegen der Steueroasen in den britischen Überseegebieten kritisiert worden.

(Reuters/Tageblatt.lu)

## Débat d'orientation

2013-05-06 10:32:00



**Alors que le ministre des Finances, Luc Frieden, se déplace à Dubai et à Riyad pour une mission de promotion de la place financière organisée avec le concours de l'agence Luxembourg for Finance, l'hebdomadaire allemand Die Zeit consacre dans son édition du 2 mai deux pages à «l'implosion» du modèle d'affaires grand-ducal reposant sur la non-transparence.**

Parallèlement, son collègue, le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Etienne Schneider, annonçait ce samedi lors de l'ouverture de la foire de Printemps à Luxexpo la tenue d'un débat de consultation, le 16 mai prochain, à la Chambre des députés sur l'avenir de l'économie luxembourgeoise. Le ministre de l'Économie informait que Luxembourg for Business lancera prochainement une campagne dans les médias étrangers présentant le Luxembourg sous d'autres aspects que ceux d'une place financière, susceptibles de motiver des investisseurs étrangers clairvoyants (mode de vie et développement durable). Etienne Schneider, souhaitant que le débat politique se déroule en dehors des clivages existant entre les partis qui composent la majorité parlementaire, cite un proverbe arabe et Winston Churchill et se réfère aussi à un ancien tradeur, David Murrin, qui l'aurait familiarisé avec la notion de cycles de vie économiques. Candidement, le ministre de l'Économie, qui ne cesse de réclamer un débat «dépassant les idéologies», montre que lui-même et ses conseillers, disposant des plus prestigieux diplômes universitaires en sciences économiques, n'ont aucune notion du bagage économique basique sur la crise, que constituent l'évolution cyclique (Karl Marx) et l'existence des cycles longs (Kondratieff).

Luc Frieden – au plus tard après le débat parlementaire – et le fameux Renseignement économique au SREL devraient se rendre compte, s'ils valaient quelque peu la rémunération qu'ils touchent, que l'avenir du pays se jouera sur le terrain du social (pouvoir d'achat) et sur le terrain de la diversification économique (fût-ce en matière de services, que rien n'empêche de devenir crépusculaires à leur tour), ce que Kondratieff et compagnie, purs analystes de l'industrie, ignoraient encore.

Published on 08.05.13 12:04

## Luxembourgers fear effects of banking secrecy reform



Luxembourg has promised more transparency on bank accounts

Photo: Tom Wagner

(CS) A majority of Luxembourg citizens fear that the reform of the banking secrecy in the Grand Duchy will negatively affect the job market, a study has found.

Some 56 percent expressed the view that the job market would be somewhat negatively affected, with a further 10 percent saying that it would be very negatively affected. Only 1 percent said that the move would be very positive, with 23 saying it would be somewhat positive.

A majority also was concerned that the reform would negatively affect the standard of living in the country.

Meanwhile, respondents estimated that the reform of the banking secret would be positive for the image of Luxembourg abroad, with 10 percent saying the reform would have very positive repercussions and 55 percent saying it would be somewhat beneficial.

Only 6 percent said that the effect would be very negative and 25 percent said it would be somewhat negative.

The results are part of the Politmonitor study commissioned by the “Luxemburger Wort” and RTL, and carried out by TNL Ilres.

The survey polled residents entitled to vote in national elections, with 1,117 Luxembourg nationals aged 18 or over quizzed for the study via internet or telephone between April 18 and 26.

## Steuerroasen

07. Mai 2013 18:59; Akt: 07.05.2013 19:57

# Die EU fordert jetzt Taten

**Die Europäische Kommission hat die EU-Mitgliedstaaten aufgefordert, im Kampf gegen Steuerhinterziehung den Worten Taten folgen zu lassen.**



EU-Steuerkommissar Algirdas Semeta will mit einem zusätzlichen Aktionsplan gegen Steuer-Betrug und -Hinterziehung insgesamt "hunderte Milliarden Euro" in die öffentlichen Kassen spülen. (Bild: AFP)

"Wir haben in den vergangenen Wochen viele ambitionierte Ankündigungen gehört", sagte EU-Steuerkommissar Algirdas Semeta am Dienstag vor Abgeordneten des Europaparlaments in Brüssel. "Die EU-Finanzminister werden bald die Möglichkeit haben, diesen Worten Taten folgen zu lassen - und es gibt keine Entschuldigung, dies nicht zu tun." Semeta bezog sich in seinen Äußerungen auf ein Treffen der Finanzminister am kommenden Dienstag.

Die EU diskutiert seit einigen Wochen darüber, wie die Mitgliedstaaten gemeinsam wirksamer gegen Steuerhinterziehung vorgehen können. Mit dem Thema sollen sich auch die



Staats- und Regierungschefs auf einem Gipfeltreffen am 22. Mai in Brüssel beschäftigen.

### **"Weitreichende Entscheidungen"**

Das Finanzministertreffen und der EU-Gipfel seien einmalige Gelegenheiten für die Mitgliedstaaten, sagte Semeta. "Sie werden die Möglichkeit haben, weitreichende Entscheidungen zu treffen, damit wir große Summen für die nationalen Kassen zurückholen und die Steuerlast für die Bürger ausgleichen können."

Unter dem Druck der anderen Mitgliedstaaten haben Luxemburg und Österreich in den vergangenen Wochen signalisiert, dass sie ihr Bankgeheimnis lockern und sich künftig an der automatischen Weitergabe von Steuerdaten unter den EU-Ländern beteiligen könnten. Die EU-Mitgliedstaaten wollen zudem über eine Reform der bestehenden Regeln zur Weitergabe von Steuerinformationen im Rahmen der Zinsbesteuerungsrichtlinie beraten.

Diskutiert wird auch, der EU-Kommission ein Mandat zur Verhandlung von Abkommen zum Austausch von Steuerdaten mit Nicht-EU-Ländern zu erteilen.

(AFP/Tageblatt.lu)

# Regional/International



## Insight: Why did Cypriot banks keep buying Greek bonds?

Related News

Wed, Apr 17 2013

Analysis & Opinion

Related Topics



By Michele Kambas, Stephen Grey and Stelios Orphanides

NICOSIA | Tue Apr 30, 2013 1:34am EDT

(Reuters) - One day last October, a memory stick containing special [software](#) for deleting data was placed into a desktop computer at Bank of Cyprus.

Within minutes, 28,000 files were erased, according to investigators who had wanted to copy the data for an official report into the collapse of the Cypriot banking system.

The deleted files included emails sent and received in a crucial period in late 2009 and early 2010 when Bank of Cyprus, the biggest lender on the island, spent billions of euros buying Greek [bonds](#) - at a time when international [banks](#) were cutting exposure to the heavily indebted Athens government.

Those Greek [bonds](#) lost most of their value in last year's EU-sanctioned bailout, playing a key role in plunging Cyprus into an economic maelstrom. When [banks](#) turned to Cyprus's own

cash-strapped government for help in plugging holes in their balance sheets, Nicosia too needed an international rescue.

Now people in the small [euro zone](#) republic, who have lost money and face years of grim austerity, want to know who decided to plough their savings into the doomed public accounts of their bigger neighbor, and why. But answers are proving elusive, not helped by the mysterious wiping of data at Bank of Cyprus.

There has been public speculation about backroom diplomatic deals or misplaced solidarity with Cypriots' fellow Greek-speakers.

But executives at the failed banks argue that Greek bonds seemed a good investment at the time - though that view is at odds with that of many bankers elsewhere in Europe, who were doing all they could to limit their own exposures to [Greece](#).

The confidential report, prepared for the Cypriot central bank by global consultants Alvarez and Marsal, found that Bank of Cyprus had been willing, from 2009 onwards, to invest in risky, high-yielding Greek debt in a bid to offset an erosion of its balance sheet from rising non-performing loans.

The report, which Reuters has seen, alleges that bank executives may not have revealed details of bond purchases to board directors, avoided showing losses on the bonds, and may later have delayed external investigation of the bond purchases.

In December 2009, managers told media and their own board that most of the bank's Greek bondholdings had been sold - but the bank did not then disclose that it had almost immediately bought more.

Bank of Cyprus has declined to comment on the report. Petros Clerides, the Cypriot attorney-general to whom a copy of the report was delivered, declined any comment on the matter.

Much attention in the crisis has hitherto focused on allegations of poor management at Cyprus's other big lender, Laiki Bank, formerly Marfin Popular. But the Alvarez and Marsal report, whose broad findings emerged earlier this month, raises questions, too, about the former management of Bank of Cyprus.

The report noted "a culture whereby senior management decisions were not challenged".

Michael Olympios, who heads an investors' association, Pasexa, that has complained of mismanagement, said: "There was clear corporate governance failure here, and a lack of disclosure to shareholders."

More broadly, he added: "If one wants to summaries the mess in our banking system, Lord Acton sums it up; power tends to corrupt, and absolute power corrupts absolutely."

Under last month's bailout deal for the Cypriot state, Laiki is being closed and Bank of Cyprus is being recapitalized. Large depositors at Bank of Cyprus have seen virtually all of their deposits over an insured 100,000-euro (\$131,000) threshold frozen and stand to see up to 60 percent of those converted into equity.

Many in Cyprus, including hundreds of Russians who placed their faith in its once booming offshore banking products, feel they have been unfairly treated; bank depositors in [Greece](#) suffered no losses when that country was bailed out.

"They should have bought from different governments rather than just [Greece](#)," said Demetris Syllouris, who heads the Cyprus parliament's ethics committee which is looking into the affair.

"This caused 80 percent of the problem we are in."

Aside from the wisdom of its investment strategy, it is the communication of this strategy to investors that is in question.

On December 10, 2009, Yiannis Kypri, a general manager at Bank of Cyprus, told a Cypriot website, Stockwatch, that the bank had "minimal exposure to Greek sovereign debt" after reducing its holdings from 1.8 billion euros to 0.1 billion.

The same day, according to the investigators' report, Andreas Eliades, then Bank of Cyprus's group chief executive officer, instructed his treasury department to begin new purchases of such bonds. With these new instructions, that day the bank bought debt worth 150 million euros, and a total of 400 million by the end of 2009, according to the consultants.

There is, the report says, "no evidence" the public comment about "minimal exposure" to Greece was ever "retracted or subsequently corrected by any of the bank's executives".

Kypri told Reuters he could say little while an official inquiry continues, but he was quoted by the investigators saying he had been unaware of the plan to return to buying Greek bonds.

Andreas Eliades, who was chief executive until July 2012, told Reuters Kypri's statement to Stockwatch referred only to a temporary sell-off in response to short-term market fluctuation.

Another member of senior management at the time, Nicolas Karydas, gave investigators and Reuters the same explanation.

On December 11, the day after the bank resumed purchases of Greek bonds, Karydas told the bank's board that most of its Greek bonds had been sold. But, the Alvarez and Marsal investigators, add: "The board was not informed that the repurchase of Greek government bonds had commenced the prior day, after the divestiture."

Karydas, group general manager of risk management and [markets](#), who left the bank at the end of August last year, rejected any suggestion the board was unaware of the investment strategy or that he misled the board. He said in an email response to Reuters "all the executives" agreed to a policy that included possible Greek bond purchases at a meeting in November 2009.

"The ... suggestions ... were also approved by the board of directors in their December 11 meeting," Karydas said. "It seemed to be a consensus view that Greece would overcome the crisis."

By April 2010, the bank had expanded its holding of Greek government bonds to 2.4 billion euros, a third more than the amount Kypri had told Stockwatch had been sold four months before. The investigators said this went beyond the bank's own approved 2-billion-euro limit but was approved retrospectively in May 2010.

Eliades, the former group CEO, said that Greek bonds were still well rated at the time and in demand internationally: "We cannot judge, with today's circumstances, actions which took place at a different time when Greek bonds had very high demand," he said. "Everyone was buying into Greek bonds."

By comparison, however, data from "stress tests" carried out by EU authorities concerned about the health of their banks, showed that at the end of 2010, most of the 10 biggest banks on the continent, many times larger than the Cypriot lenders, held nothing like as much Greek debt as did Bank of Cyprus and Laiki.

They had 2.2 billion and 3.3 billion euros respectively, outstripped among top 10 banks only by French giants BNP Paribas and Societe Generale. The same EU data showed that Britain's Barclays had only 192 million euros and Lloyds none at all.

As investors' fears over the solvency of Greece grew, the value of the Greek bonds fell. The Bank of Cyprus made changes to the way it accounted for the bond holdings, according to the Alvarez and Marsal report, with the result that the growing potential losses were not spelled out to investors.

In April 2010, it moved about 1.6 billion euros of Greek bonds from its trading account to its "held to maturity" book. This meant the bank did not have to mark down the value of the bonds.

The accounting move was made on the grounds that Greece would redeem the bonds. The report authors said: "The justification provided does not appear to be strong."

Eliades told Reuters: "Nobody could possibly expect that a European country, in the euro, could possibly default."

Last year, however, the EU and IMF bailout terms relieved Greece of the need to repay up to 80 percent on its bonds, leaving the Bank of Cyprus with losses of 1.8 billion euros.

The bank declined to respond to an allegation made in the report that data that could have been relevant to understanding why it bought so much Greek debt may have been deleted.

That data, the authors say, was wiped from the computer of Christakis Patsalides, an executive involved in buying bonds, using special [software](#) on October 18 last year. When investigators examined it, there was a 15-month gap in emails in 2009-2010.

There is no suggestion Patsalides himself deleted them. He told investigators that he was unaware of any missing data, according to the report. Patsalides declined comment to Reuters but told investigators for the report that had thought the bank's ceiling for its Greek bond holdings had been set at "too high a limit".

(Additional reporting by Renee Maltezou; Editing by Richard Woods and Alastair Macdonald)

## **Secret bancaire: les territoires d'Outre-mer britanniques s'ouvrent aux pays du G5**

2013-05-02 16:16:00



Plusieurs territoires d'Outre-mer ont accepté de partager automatiquement des informations, de manière bilatérale avec le Royaume-Uni et multilatérale avec les pays du G5 (Photo: archives)

**Londres a revendiqué jeudi comme un succès majeur dans la lutte contre l'évasion fiscale, priorité du prochain G8, l'engagement de plusieurs territoires britanniques d'Outre-mer -dont les Bermudes- à fournir désormais des informations bancaires au Royaume-Uni, à la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne.**

"A la suite de l'orientation récente prise par les îles Caïmans, les autres territoires d'Outre-mer --Anguilla, Bermudes, îles Vierges britanniques, Montserrat et îles Turks et Caïcos-- ont accepté des niveaux de transparence beaucoup plus élevés concernant les comptes ouverts dans ces juridictions", s'est félicité jeudi le ministre britannique des Finances, George Osborne, dans un communiqué. Il a précisé que Gibraltar avait pris les mêmes engagements.

Détaillant les efforts consentis par ces territoires, il a expliqué qu'ils avaient "accepté de partager automatiquement des informations, de manière bilatérale avec le Royaume-Uni et multilatérale avec les pays du G5 (Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Espagne)".

Selon cet accord, ces cinq pays vont recevoir automatiquement "les noms, adresses, date de naissance" de leurs contribuables détenant des comptes ainsi que "les numéros de compte, leur solde et le détail des versements effectués", a précisé M. Osborne.

Le partage de ces informations concernera également les trusts, entités qui permettent de masquer l'identité des détenteurs de fonds dans ces paradis fiscaux.

"Cela représente une étape importante dans la lutte contre la finance illégale et définit une norme mondiale dans la lutte contre l'évasion fiscale", a salué le ministre des Finances.

Une évasion fiscale qui sera l'une des priorités du prochain sommet du G8, les 17 et 18 juin dans la province britannique d'Irlande du Nord.

A la mi-avril, les ministres des Finances du G20, qui regroupe les principaux pays développés et émergents, ont déjà "exhorté" la communauté internationale à adopter "l'échange automatique d'informations" bancaires et à en faire le nouveau "standard" international de la lutte contre l'évasion fiscale.

Cette rencontre intervenait quelques jours après les révélations du Offshoreleaks sur des détenteurs de comptes dans des paradis fiscaux, recueillis par un consortium international de journalistes d'investigation (ICIJ).

A la suite de ces révélations, les cinq plus grands pays de l'UE --France, Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne et Italie-- ont écrit à la Commission européenne pour réclamer une nouvelle législation. La Pologne, les Pays-Bas, la Belgique et la Roumanie s'y sont associés quelques jours après.

Ces neuf pays souhaitent la mise en place d'une législation sur le modèle du Fatca américain, qui permet à Washington d'obtenir toutes les informations sur tous les comptes bancaires, les placements et les revenus à l'étranger de tous les contribuables américains.

Ils tentent maintenant de rallier à leur cause le reste des 27 pays de l'UE, toute décision concernant la fiscalité en Europe nécessitant l'unanimité.

Le Luxembourg et l'Autriche étaient les deux seuls pays de l'Union européenne (UE) à refuser, au nom du secret bancaire, de transmettre automatiquement des informations sur les comptes de résidents de l'UE sur leur sol à la suite de demandes judiciaires.

Mais sous pression de ses partenaires européens et surtout des Etats-Unis, le Luxembourg vient d'accepter de lever partiellement le secret bancaire en se ralliant à l'échange automatique de données bancaires pour les particuliers à partir de 2015, notamment sur les revenus de l'épargne.

L'Autriche a également annoncé fin avril sa décision de se joindre aux discussions sur l'échange automatique de données bancaires.

Les deux pays avaient tenté à plusieurs reprises ces derniers mois de détourner le feu des projecteurs sur ce qu'ils qualifiaient de "véritables paradis fiscaux": les territoires d'Outre-mer britanniques et les îles anglo-normandes de Jersey et Guernesey.

L'accord obtenu par Londres jeudi assèche en partie leurs critiques.

Restent cependant Jersey et Guernesey qui ont accepté en mars de communiquer avec le Royaume-Uni mais n'ont pas étendu cette mesure aux autres pays.

George Osborne a précisé jeudi que Guernesey avait "exprimé un intérêt clair" pour étendre la diffusion de ses informations aux pays du G5.

Selon le Tax Justice Network, un réseau international de chercheurs, le montant des sommes dissimulées dans les paradis fiscaux de par le monde s'élèverait entre 20.000 et 30.000 milliards de dollars. L'évasion fiscale fait perdre chaque année 1.000 milliards d'euros à l'Europe.

*Afp*



The European Parliament Web Team's blog on EU Affairs

## The €1trillion a Year Dilemma: What Tax Fraud and Tax Evasion Really Costs the EU

Posted: 07/05/2013 00:00

Al Capone proved so notoriously difficult to prosecute for crimes such as smuggling and prostitution that the US government resorted to convicting him for tax evasion. Today, as authorities struggle to crack down on tax evaders, it might have been a very different story. It is a problem that affects everyone. Tax fraud and tax avoidance costs the EU an estimated €1 trillion a year - €2,000 for every European. That is more than Europe spends on healthcare each year and more than four times what is spent on education.

The economic crisis has made the issue more acute. Fighting the crisis and easing austerity would be much easier if people and companies simply paid all the taxes they were due. The man in the street has also become less accepting of those who try to take advantage of loopholes as recent scandals involving comedian Jimmy Carr and Starbucks have shown. The Channel 4 funnyman slashed his tax bill by putting his earnings into an offshore trust and then lending the money back to himself to avoid being taxed for salaries. HM Revenue and Customs is currently checking if the scheme, reportedly used by more than 1,100 wealthy Brits, is legal. Meanwhile, Starbucks used accounting sleight of hand to claim it made very little profit in the UK despite selling millions of coffees each year. The public backlash over the revelations quickly forced the company to seek an arrangement to pay more taxes.

Making use of loopholes can be perfectly legal, but that does not make it ethical. People and companies involved in tax avoidance still make use of public services and benefit from an unfair advantage over firms that pay their taxes in full.

However, any serious attempt to tackle the issue will require international cooperation to prevent those evading taxes from parking their money in another country. Britain announced last Thursday that overseas territories would share information on bank accounts, but this is only the start. Things are also moving at a European level.

In April 2012 the European Parliament adopted a resolution calling for urgent action on tax fraud and tax evasion, which led to a European Commission action plan two months later. It contains recommendations for improving collaboration between countries, closing loopholes and promoting good governance.

This month the European Parliament will take things a step further. On 22 May MEPs will vote on a [report](#) on the fight against tax fraud, tax evasion and tax havens written by [Mojca Kleva Kekuš](#). The text outlines the EU's role in helping to stamp out tax evasion and calls for a common EU approach towards tax havens, including a European blacklist.

The ambitious goal behind these plans is to halve losses due to tax fraud and evasion by 2020. Even if this target is only partly met, it would still mean several hundred billion euros extra to spend in these crisis-ridden times.